

M A N I F E S T E
POUR LA RECONQUÊTE D'UNE ÉCOLE
QUI INSTRUISE



C O M M U N I Q U É

Combattre l'effondrement en cours

L'offensive contre le baccalauréat annonce une offensive d'ampleur contre le droit à l'instruction égal pour tous.

L'année 2018/2019 doit être pour le gouvernement l'année de la mise en œuvre complète de la contre-réforme du baccalauréat. Plus de 2 000 enseignants, parents et jeunes ont signé l'appel lancé par le *Manifeste pour la reconquête d'une école qui instruit*. 2 000 signataires exprimant la volonté majoritaire de préserver le baccalauréat, véritable clef de voûte de l'Éducation nationale. 2000 signataires exprimant la claire conscience qu'une fois le baccalauréat détruit, les vannes s'ouvriraient pour démanteler l'école publique et son caractère national. En ce dimanche 2 septembre, veille de la rentrée scolaire pour des millions de jeunes qui aspirent à apprendre et à acquérir des diplômes, la réalité des chiffres, sur le site Parcoursup, confirme qu'un démantèlement profond de l'école de la République est engagé.

La ministre Vidal peut bien se vouloir rassurante, la réalité est tout autre.

Ce 2 septembre, les chiffres officiels indiquent ainsi que **sur les 812 047 candidats inscrits sur Parcoursup** en début d'année :

- **174 728 ont « quitté Parcoursup »**. Si environ 90 000 d'entre eux ont échoué au baccalauréat, qu'en est-il des près de 85 000 restants ? Qu'en est-il de tous ces jeunes qui, découragés, ont abandonné tout espoir de poursuivre des études ?
- **42 048 sont considérés comme « inactifs »**. Traduisons : refusés dans toutes les formations qu'ils souhaitaient, ils n'ont accepté, depuis le 26 juin dernier, ni d'émettre d'autres vœux « au rabais », ni de contacter des commissions rectorales pour avoir « une place » n'importe où, c'est-à-dire dans n'importe quelle filière ou n'importe quelle ville en France.
- **10 838 sont considérés comme « actifs »** parce que bien qu'ils aient fait les démarches ci-dessus, ils n'ont toujours aucune place nulle part.
- **74 973 ont certes un accord sur l'un de leur vœu**, mais attendent toujours un « oui » sur un vœu préférentiel.

La propagande gouvernementale ne peut effacer ces situations terribles de dizaines de milliers de jeunes bacheliers placés devant une impasse, à qui l'on retire le droit de s'inscrire dans l'université et la filière de leur choix. Elle ne peut masquer le sort fait à ces jeunes de banlieue parisienne à qui l'on défend de franchir le périphérique, à ces jeunes qui, informés au dernier moment de leur affectation, n'auront pas les moyens de répondre aux exigences financières que celle-ci entraîne...

Les faits sont là : le gouvernement prive la jeune génération de son droit à s'instruire et à obtenir un diplôme national. Parcoursup interdit ainsi à des dizaines de milliers de jeunes de s'inscrire à l'université. Pour la première fois depuis 1945, le nombre d'étudiants cesserait d'augmenter et risque même de diminuer.

Le ministre Blanquer veut franchir un pas cette année...

Qu'en serait-il si les réformes du gouvernement étaient maintenues : la réforme du baccalauréat – avec l'introduction massive du contrôle continu transformant ce diplôme national, premier grade universitaire, en chiffon de papier local – et la réforme du lycée – organisant l'explosion de l'école basée sur des programmes et horaires nationaux ?

Qu'en serait-il si le gouvernement mettait en œuvre ses annonces de démantèlement des statuts des enseignants, statuts nationaux dont on sait qu'ils sont garants de l'égalité républicaine ? S'il mettait en place ses projets de transformation de l'école maternelle en jardin d'enfants, de regroupement d'écoles élémentaires sous la tutelle des collèges et des intercommunalités ?

Qu'en serait-il si le ministre Blanquer parvenait à diriger toute l'Éducation nationale par l'évaluation, avec la création d'une instance d'évaluation des établissements scolaires au premier semestre 2019 et l'instauration de contrats d'objectifs pour les écoles ?

Dans les pays où les « évaluations » pilotent le système éducatif, cela s'est traduit par un creusement des inégalités sociales et entre établissements, accompagné d'un effondrement des contenus. L'enseignement a alors tendance à se réduire à la seule préparation des tests : « réussir les tests » devient l'unique objectif et supplante tous les autres. Les enseignants sont transformés, de concepteurs et acteurs de leur enseignement, en agents d'application des injonctions gouvernementales à l'aide d'outils informatisés.

Qu'en serait-il si le ministre Blanquer démantelait l'enseignement professionnel public en développant l'apprentissage, y compris au sein des lycées professionnels ?

Comment une telle situation est-elle possible ?

L'explication est donnée par le ministre Blanquer lui-même : « *la réforme du bac est la preuve qu'il est possible d'obtenir un consensus... les consultations menées auprès de 40 000 lycéens et de l'ensemble des acteurs ont été cruciales* » (interview à *Paris Match* du 29 août 2018).

Mais rien n'est encore joué...

À tous les niveaux, la résistance cherche à s'organiser.

Un syndicat de chefs d'établissement dénonce : « *La carte académique des enseignements de spécialité de Première ne sera connue qu'en janvier 2019, le conseil de classe devant prononcer un avis sur les intentions de vœux des élèves (de seconde) dès le 2^e trimestre. Entretemps, chaque lycée aura à construire les combinaisons possibles des enseignements de spécialité, à en informer les familles, à en déduire la répartition de la DGH et ses incidences sur les postes. [...] Comment un seul professeur principal de Seconde pourra accompagner les élèves et leurs familles dans des choix qui vont... impacter les vœux dans Parcoursup et l'orientation postbac ?* »

Au moment où le gouvernement tergiverse, diffère ou reporte certains projets, il y a urgence à tout mettre en œuvre pour imposer l'abandon de ces réformes et en premier lieu la réforme du baccalauréat, Parcoursup et la loi ORE, conditions pour sauver l'école républicaine et défendre le droit à l'instruction pour la jeune génération.

Le *Manifeste pour la reconquête d'une école qui instruit*, considère que plus que jamais, « *nous sommes devant une étape majeure : ou bien une école qui transmet des savoirs certifiés par des diplômes nationaux et des qualifications reconnus dans les conventions collectives et le code du travail ; ou bien une école des compétences, de la déqualification au service de la déréglementation, éclatée en projets éducatifs de territoire, pour une société sans droits et sans règles, sauf celle du profit.* »

Nous appelons tous ceux qui rejettent les orientations mises en place, qui veulent défendre le droit à l'instruction, à se regrouper autour du Manifeste et à le faire signer.

Le 2 septembre 2018



Signez l'appel « Ne touchez pas au Baccalauréat » :

<http://manifestecole.fr/signer3.php> Soutenez le Manifeste financièrement :

<https://cagnotte.me/253-manifeste-ecole> Facebook (lien simplifié) :

<http://bit.ly/2DQJ9bC> • Twitter : https://twitter.com/Manifeste_Ecole